



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division Achats Publics

FOURNITURE DE VESTES EN TISSU LAMINE IMPER-RESPIRANT ET DE VESTES COUPE-
VENT POLAIRE (LOT UNIQUE)

AU PROFIT DES ÉLÈVES DES LYCÉES MILITAIRES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CCTP

Numéro de consultation : DAF_2024_000454

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Article 1 -	OBJET DU CONTRAT	3
Article 2 -	DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES	3
Article 3 -	PRESCRIPTIONS TECHNIQUE PARTICULIERES.....	4
3.1	Composants.....	4
3.2	Spécifications optiques	4
3.3	Traçabilité	5
Article 4 -	CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION	5
4.1	Contrôle des composants	5
4.2	Têtes de série	5
4.3	Lancement de fabrication	6
Article 5 -	SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
Article 6 -	VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS.....	6
6.1	Mise à disposition	6
6.2	Nature des opérations de vérification	7
6.3	Méthode des opérations de vérification	7
6.4	Lieu	7
Article 7 -	MODALITES TECHNIQUES DE RECEPTION	8
7.1	Document appliqué.....	8
7.2	Mode de contrôle qualitatif.....	8
7.3	Groupe de classification des fournitures.....	8
7.4	Méthode de contrôle	8
7.5	Barème à appliquer	9
7.6	Reconditionnement des articles.....	9
7.7	Analyses en laboratoire	9
7.8	Taux de réfaction	10
Article 8 -	LIVRAISON – MARQUAGE –CONDITIONNEMENT – ETIQUETAGE – PALETTISATION	10
8.1	Livraison	10
8.2	Marquage	11
8.3	Conditionnement – Emballage – Palettisation	11
Article 9 -	DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES	12

Article 1 - OBJET DU CONTRAT

L'accord-cadre porte sur la fourniture de vestes en tissu laminé imper-respirant et de vestes coupe-vent polaire au profit des lycées militaires.

Ces articles ne sont pas allotis :

LOT UNIQUE	RA	Articles
	0274	Vestes en tissus laminé imper-respirant (parkas)
	0003	Vestes coupe-vent polaire (polaires)

Article 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES

La liste des documents de référence applicables figure en **ANNEXE 1** au présent CCTP.

Les spécifications techniques sont définies par les notices techniques suivantes :

- NTIH SCA 8415-0054 VESTE EN TISSU LAMINE IMPER-RESPIRANT JUILLET 2024 V3
- NTIH SCA 8415-0100 VESTE COUPE VENT POLAIRE MAI 2025 V3

Les patronnages gradés et staturés sont fournis gratuitement par le MINARM au titulaire du marché au format LECTRA (en.mdl) ou au format DXF, ils sont à demander au CIEC en précisant le format à l'adresse fonctionnelle ci-dessous :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

La traduction des patronnages dans un autre format est à la charge du titulaire.

Il est rappelé que les patronnages enfants des tailles 10 et 12 ans pour les deux articles du présent CCTP, ne sont pas fournis par le MINARM. Leur réalisation est laissée libre au fournisseur qui aura complété une Fiche Technique Valant Engagement (FTVE) dimensionnelle, jointe au CCTP, lors du dépôt de son offre.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser à des fins industrielles et commerciales les notices et fiches techniques ainsi que les produits qui en découlent.

Article 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUE PARTICULIERES

3.1 Composants

3.1.1 Nature des composants

Les matériaux et produits entrant dans la fabrication de l'ensemble des composants utilisés ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement (règlement dit « REACH, règlement sur les produits biocide...).

Sont interdits tous les traitements susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.

Il est également interdit d'introduire des produits étrangers destinés à masquer des insuffisances de caractéristiques ou à modifier favorablement, mais de manière factice, l'aspect et le toucher.

Les composants sont à la charge du titulaire. Ils doivent répondre aux prescriptions techniques du présent CCTP.

3.1.2 Application de règlement (CE) n°1907/2006 et du règlement sur les produits biocides (RPB)

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre les dispositions du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances dit « REACH », et du règlement sur les produits biocides (RPB, règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012).

Dans l'accord-cadre, le titulaire procède à une analyse des risques liés à l'application du règlement dit REACH. Cette analyse consiste à identifier parmi la liste des substances susceptibles d'être soumises à autorisation (liste des substances de référence), celles qui sont critiques pour l'exécution de l'accord-cadre et les actions mises en œuvre pour en limiter les impacts sur les performances, les coûts et les délais.

Cette analyse des risques doit donner lieu à un rapport mis à la disposition de l'administration sur demande.

Le titulaire fournit, au moment du lancement de fabrication, les informations sur les substances.

En cas d'absence de substances soumises à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir une « attestation d'absence de substance soumise à autorisation et candidate à autorisation REACH ».

En cas de présence de substance soumise à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance dans un « rapport d'information », conformément à l'article 33 du règlement dit REACH n°1907/2006 du 18/12/2006.

3.2 Spécifications optiques

3.2.1 Spécimen de référence

La nuance « bleu foncé » de la veste en tissu laminé imper-respirant et de la veste coupe-vent en polaire correspond au Pantone 19-3920 TCX (coton).

3.2.2 Contrôle des nuances et zones d'acceptation

La nuance est jugée au sein du laboratoire du Service du Commissariat des Armées (SCA), par comparaison avec celle du spécimen précité, sous éclairage (1) :

Visuellement

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
- Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).

Par spectrophotomètre, mesure sous :

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
- Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).

(Essai de type 1)

Les Zones d'acceptation sont les suivantes :

	dL	da	db
Bleu foncé Pantone 19-3920 TCX (coton)	- 1,8 à + 0,5	- 1,0 à + 0,6	- 1,0 à + 0,5

(1) Les tissus sont conditionnés pendant 48 heures avant vérification de la nuance.

3.3 Traçabilité

Le titulaire est tenu de mettre en place une traçabilité par lot de fabrication, de l'achat des fils de tricotage et des composants au stockage des articles finis dans l'entrepôt du titulaire comme dans les établissements du MINARM.

Chaque article doit pouvoir être identifié du lot matière au conditionnement en caisse carton.

Un tableau récapitulatif permettra le suivi de cette traçabilité ainsi que celle des composants (lot matière, lot composants, numéro de pièce/article, numéro de colis).

Une étiquette de traçabilité doit être apposée sur chaque article fini.

Le tableau de traçabilité doit être mis à la disposition du CIEC sur demande.

Article 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION

Les opérations de vérification avant lancement de fabrication sont effectuées dans les ateliers du titulaire du contrat.

4.1 Contrôle des composants

Avant le démarrage de chaque nouvelle fabrication, lors d'un besoin émis par le CIEC, le titulaire est tenu de mettre à disposition du CIEC/Division Technique et Innovation un certificat de conformité des caractéristiques des composants mis en œuvre. Les contrôles des composants sont à la charge du titulaire.

Ces certificats de conformité doivent être accompagnés des bulletins d'analyses établis par un ou plusieurs laboratoire(s) accrédité(s) ou d'entreprise(s) certifiée(s) et sont à adresser par courrier électronique, après demande du CIEC, à l'adresse suivante :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

4.2 Têtes de série

4.2.1 Tête de série

Les échantillons présentés lors de la soumission tiennent lieu de têtes de série.

Les précisions ou réserves éventuelles formulées par le CIEC sur les échantillons retenus doivent être prises en compte pour la fabrication.

Les articles sont tenus à la disposition du titulaire dans les locaux du MINARM à titre de modèle. Ils servent de référence pendant toute la durée du contrat.

4.3 Lancement de fabrication

Le titulaire informe le CIEC (PFC E **pour information** (adresse fonctionnelle : pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr)) de la date de lancement de fabrication 30 jours calendaires avant le lancement.

Le CIEC se réserve le droit d'assister au lancement de fabrication. Elle en informe le titulaire dès communication par celui-ci de la date du lancement de fabrication de l'accord-cadre ou du bon de commande par tout moyen permettant d'accuser date certaine.

Le titulaire est tenu d'avertir le CIEC, par courrier électronique permettant d'accuser date certaine à l'adresse suivante :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

de la date de lancement de fabrication à chaque bon de commande. L'absence de cette information interdit au titulaire de lancer la fabrication. Cette absence d'information sera considérée comme faisant obstacle à l'exercice d'un contrôle par le CIEC et expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts.

Dans le cas où des têtes de série ont été demandées, le titulaire n'est pas autorisé à lancer sa fabrication tant qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une acceptation par le CIEC.

Article 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Toutes les opérations de surveillance qualitative sont effectuées dans les locaux des lycées militaires. Le CIEC se réserve le droit d'effectuer le contrôle qualitatif dans les locaux du titulaire ou de son sous-traitant.

A l'occasion de ces opérations de contrôle, qui peuvent être inopinées, le titulaire est tenu de communiquer toutes les informations demandées par le CIEC.

Le CIEC se réserve le droit de vérifier si les composants utilisés et la fabrication sont conformes aux exigences techniques et les processus d'autocontrôle fiables.

En outre, le CIEC peut prélever des articles afin de vérifier le respect des exigences techniques.

Les essais, épreuves, analyses et vérifications auxquels il est procédé sont effectués dans les laboratoires de le CIEC et à ses frais, mais les articles prélevés rendus inutilisables à la suite des essais sont à la charge du titulaire du contrat qui doit les fournir en sus des quantités prévues au contrat. Les articles prélevés détériorés, les déchets ou résidus ne sont pas restitués.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des composants et/ou des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire. A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi dans les laboratoires du CIEC de ces prélèvements.

Article 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS

6.1 Mise à disposition

L'attention du fournisseur est attirée sur la nécessité de livrer les articles dans le respect du délai d'exécution contractuel et dans l'ordre des bons de commande. Chaque bon de commande doit être exécuté dans son intégralité.

La quantité minimum à présenter en recette est fixée à la totalité du bon de commande.

Dans la mesure où, pour des considérations extérieures au MINARM, le titulaire demande à pouvoir mettre à disposition des quantités inférieures à celles prévues au CCAP, il doit adresser une demande écrite justifiée au PA par courriel permettant d'accuser date certaine:

pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire doit informer la PFC E **30 jours calendaires** préalablement à la mise à disposition des articles par l'envoi d'un bulletin de mise à disposition, par e-mail (pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr), qui mentionne le lieu prévu où le CIEC pourra effectuer le contrôle ainsi qu'une estimation du nombre total d'articles présentés.

La répartition par modèles, colisage, quantité de cartons et de palettes, doit parvenir à la PFC E par e-mail, à la même adresse que ci-dessus, au plus tard **8 jours calendaires avant la date prévue de mise à disposition**. La mise à disposition est annulée faute de transmission du bulletin de mise à disposition par taille dans le délai imparti.

Le titulaire doit adresser un mail permettant d'accuser date certaine par bon de commande et respecter la règle de nommage suivante dans l'objet du courriel de mise à disposition : statut / numéro de bon de commande / désignation des articles.

Le statut consiste à préciser si la mise à disposition est prévisionnelle ou définitive.

Le statut « prévisionnel » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la première information de mise à disposition qui doit intervenir 30 jours calendaires avant la mise à disposition effective.

Le statut « définitif » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la seconde information de mise à disposition intervenant 8 jours calendaires avant la date prévue de mise à disposition.

Le numéro de bon de commande à utiliser est celui du MINARM précisé à la notification de la commande. La désignation des articles est celle notifiée par le bon de commande du MINARM, étant entendu que si plusieurs articles différents font l'objet de la mise à disposition, il faut mentionner expressément tous ces articles.

Une ou des livraisons partielles peuvent être exigées par le MINARM. Si une livraison partielle est demandée par le titulaire, l'acceptation du principe de la présentation d'une livraison partielle est à la main du PA. Les livraisons sont obligatoirement faites selon les modalités de conditionnement indiquées à la notice technique citée en annexe.

6.2 Nature des opérations de vérification

Les fournitures sont livrées avec l'accord du CIEC.

Les opérations de vérification quantitatives et/ou qualitatives seront effectuées par le CIEC avant ou après livraison dans les établissements.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux documents techniques conformément aux dispositions prévues au présent CCTP.

6.3 Méthode des opérations de vérification

Pour assurer ces examens, la personne publique peut faire détruire un certain nombre d'articles dans une proportion n'excédant pas :

- Un article, lorsque la quantité commandée est inférieure à 1000 unités ;
- Un pour 500 pour toute commande d'une quantité supérieure ou égale à 1000 unités.

Le coût de la fourniture ayant subi des contrôles destructifs est à la charge du titulaire.

Les articles détruits doivent faire l'objet d'un remplacement systématique au frais du titulaire.

Dans le cas où, lors des opérations de contrôle effectuées chez le titulaire, les articles auraient fait l'objet d'un démontage non destructif, leur remise en état incombe au titulaire.

Sauf disposition contraire, l'acheminement des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir à la PFC E et au CIEC la preuve par tout moyen permettant d'accuser date certaine de l'envoi dans les laboratoires du CIEC des articles prélevés.

6.4 Lieu

Les opérations de vérifications quantitatives ont toujours lieu dans les locaux du MINARM.

Sur décision du MINARM, les opérations de vérification qualitative sont effectuées :

- soit sur le lieu de fabrication ;
- soit dans un local relevant du titulaire au sein de l'Union Européenne ;
- soit dans un ou plusieurs des établissements destinataires dont la liste figure à l'article 8.1.

Lorsque la vérification est effectuée sur le site de fabrication ou dans un local du titulaire au sein de l'Union Européenne, le titulaire est tenu de mettre à la disposition des agents du MINARM chargés du contrôle qualitatif, le personnel qualifié et les moyens nécessaires aux opérations de vérification. Les locaux où se déroulent ces vérifications doivent répondre aux normes en vigueur, code du travail notamment, pour ce qui concerne les règles d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

Article 7 - MODALITES TECHNIQUES DE RECEPTION

7.1 Document appliqué

Guide de l'achat public « CONTROLE QUALITATIF DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.2 Mode de contrôle qualitatif

Par échantillonnage.

7.3 Groupe de classification des fournitures

Groupe 2 selon le guide de l'achat public « CONTROLE QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.4 Méthode de contrôle

Contrôle selon la norme NF ISO 2859-1 (indice de classement X 06-022).

Contrôle par comptage du nombre d'articles non conformes critiques, non conformes majeurs et par comptage du nombre de caractères non conformes mineurs.

- **Article non conforme critique** : article comportant une ou plusieurs non-conformités (défauts) critiques ou plus de trois non-conformités (défauts) majeures.
- **Article non conforme majeur** : article comportant d'une à trois non-conformité(s) (défauts) majeure(s).
- **Caractère non conforme mineur** : on entend par caractère non conforme mineur un défaut mineur ou une non-conformité (non-respect d'une spécification) n'affectant pas l'usage de l'article.

7.4.1 Effectif de l'échantillon

Le nombre d'articles à contrôler composant l'échantillon est défini en fonction de l'effectif des lots mis à disposition et du niveau de contrôles comme spécifié dans la norme NF ISO 2859-1, tableau 1.

7.4.2 Niveau de contrôle

Le niveau de contrôle II est celui appliqué par défaut.

Toutefois, le MINARM peut choisir de réaliser le contrôle avec les niveaux I ou III et le précise dans le compte-rendu d'examen qu'elle rédige.

C'est également le MINARM qui choisit d'appliquer les plans d'échantillonnage en contrôle normal, réduit ou renforcé.

7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)

- articles non conformes critiques	0,40
- articles non conformes majeurs	1.5
- caractères non conformes mineurs	100

7.4.4 Examen de l'échantillon

L'examen de l'échantillon se fait par comparaison avec les spécimens (échantillons et/ou tête de séries) retenus accompagnés des éventuelles remarques formulées lors de l'examen.

Les documents suivants sont utilisés comme guides pour l'appréciation des défauts de fabrication lors de l'examen de détail :

INDEX	TABLEAUX DES DEFAUTS	ANNEE
A	Général- Effets ou articles confectionnés	2007
B	Effets à manches	2007

La liste des défauts n'est pas exhaustive.

7.5 Barème à appliquer

N.Q.A. niveau de qualité acceptable	Taux de réfaction à appliquer au prix unitaire HT en vigueur du bon de commande :		
	des articles non conformes :		des caractères non conformes :
	critiques	majeurs	mineurs
de 0 à 0,40	Néant	Néant	Néant
de 0,40 à 1,5	Ajournement du lot	Néant	Néant
de 1,5 à 4	Ajournement du lot	1 à 2 %	Néant
de 4 à 6,5	Ajournement du lot	3 à 6 %	Néant
de 6,5 à 100	Ajournement du lot	Ajournement du lot	Néant
de 100 à 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	1 %
Plus de 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	2 %

7.6 Reconditionnement des articles

Les articles de l'échantillon examinés sont obligatoirement reconditionnés selon les dispositions prévues dans la documentation technique citée à l'article 2.

7.7 Analyses en laboratoire

Pour une mise à disposition donnée, les contrôles de laboratoire sur les composants sont réalisés sur des prélèvements effectués soit en cours de fabrication soit sur articles terminés.

Lorsque des non-conformités sont relevées, le lot peut être rejeté, ajourné ou accepté avec réfaction.

Les articles détruits et ceux qui le seront à la suite d'un recours éventuel sont à la charge du titulaire.

Ces articles ne viennent pas en déduction de la quantité globale à livrer.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des prélèvements destinés aux contrôles de laboratoire est à la charge du titulaire.

7.8 Taux de réfaction

Le taux de réfaction est appliqué au prix unitaire HT en vigueur du bon de commande.

Les éventuelles réfections (paragraphes 7.5 et 7.7) se cumulent.

Article 8 - LIVRAISON – MARQUAGE – CONDITIONNEMENT – ETIQUETAGE – PALETTISATION

8.1 Livraison

Les fournitures achetées en exécution du présent contrat sont livrées dans des établissements militaires suivants :

1. LYCÉES MILITAIRES		
LOCALISATION	ADRESSE	ZONE SCOLAIRE
AIX EN PROVENCE Lycée militaire d'Aix en Provence	Service du matériel 13, boulevard des Poilus 13617 AIX EN PROVENCE CEDEX 1	(Zone B)
AUTUN Lycée militaire d'Autun	Service du matériel Quartier Changarnier Rue du 29ème RI 71400 AUTUN	(Zone A)
BOURGES Ecole Militaire Préparatoire Technique (EMPT)	GSC BOURGES AVORD Magasin HCCA Avenue Carnot - CS 50709 18016 BOURGES CEDEX	(Zone B)
LA FLECHE Prytanée national militaire de la Flèche	Quartier Gallieni Service du matériel Rue du Renard 72200 LA FLECHE	(Zone B)
SAINT-CYR Lycée militaire de Saint-Cyr	Service du matériel 2, avenue Jean Jaurès 78211 SAINT-CYR L'ECOLE	(Zone C)
GRENOBLE Ecole des Pupilles de l'Air et de l'Espace (EPAE)	Service du matériel 1, allée Saint-Exupéry 38330 MONTBONNOT	(Zone A)
2. ORGANISME OPÉRATEUR		
LOCALISATION	ADRESSE	
Etablissement Logistique du Commissariat des Armées (ELOCA) de Brétigny-sur-Orge	1 rue Général Delestraint Quartier Blanqart de Bailleul BP 63 91220 BRETIGNY SUR ORGE	

Il est demandé de prendre rendez-vous avec l'établissement destinataire **au moins cinq (5) jours ouvrés avant la livraison**.

L'adresse de livraison, ainsi que le numéro de téléphone de la (des) personne (s) à contacter, seront précisés sur les bons de commande.

8.2 Marquage

Les articles devront être marqués conformément aux modalités de la Notice Technique produit et de la Notice Technique Interarmées Habillement (NTIH) jointes en ANNEXE 4 et 5 du présent CCTP.

8.3 Conditionnement – Emballage – Palettisation

Les articles devront être livrés conformément aux modalités de la Notice Technique produit et de la Notice Technique Interarmées Habillement (NTIH) jointes en ANNEXE 4 et 5 du présent CCTP.

Tous les emballages nécessaires sont à la charge du titulaire du marché.

Les cartons utilisés sont à double cannelure. Ils doivent être suffisamment résistants pour éviter toute détérioration en cours de transport et stockage (gerbage après mise sur palettes).

La hauteur des cartons est fonction du volume occupé par les articles. Le poids du carton ne devra pas être supérieur à 20 kg.

La non-conformité de l'emballage et/ou étiquetage peut entraîner le refus de livraison.

L'étiquetage est à la charge du titulaire du marché.

Par dérogation à la **NTIH SCA 0000-0002 V 8 de juillet 2021** :

- Le pré-découpage des cartons n'est pas demandé ;
- 1 seule étiquette sera apposée sur l'une des 2 petites faces ;
- L'étiquette ne comportera ni flash code, ni code barre ;
- La référence RA (référence interne) de l'article sera enregistrée sur les étiquettes en case n°7 en lieu et place du RAD ou NNO

Les références articles sont les suivantes :

Articles	Références
Vestes en tissus laminé imper-respirant (parkas)	RA 0274
Vestes coupe-vent polaire (polaires)	RA 0003

REMARQUES :

Il est précisé par ailleurs que :

- Le fournisseur reste responsable de l'état de la marchandise jusqu'à sa livraison à l'établissement destinataire.
- La livraison est régie par les dispositions de l'**article 9.3.2. (Mesures de sécurité) du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** auxquelles le transporteur missionné par le titulaire se conforme sans réserve.
- Les cartons restent la propriété de l'administration.

Article 9 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES

Tout document dont la date serait antérieure à celle indiquée ci-après doit être considéré comme périmé.

Référence abrégée	Date	Objet succinct	Fourni par
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public – contrôles qualitatifs des effets confectionnés	<p>Site http://www.economie.gouv.fr/daj/oeap-liste-des-guides-gem </p>
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public durable – achat de vêtements	
GEM-HT	Mars 2015	Articles confectionnés spécification technique générale applicable aux marchés publics d'articles confectionnés	
GEM HT	Novembre 2009	Spécification technique de l'achat public Étoffes à base de coton, fibres libériennes et fibres chimiques	
GEM-HT	Octobre 2014	Spécification technique générale applicable aux marchés publics d'étoffes	
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public - Effets confectionnés imper-respirant	
GEM-HT	Octobre 2014	Spécification technique applicable aux supports textiles revêtus	
GPEM TC	2000	Spécification technique relative aux articles confectionnés à base de tricot	
GEM-HT	Décembre 2015	Articles confectionnés Recommandation relative à une méthode d'appréciation des écarts de nuance des couleurs des articles textiles	
GEM HT	Mars 2015	Articles confectionnés – recommandation relative au répertoire de terminologie en confection administrative	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique applicable aux sangles, rubans textiles et élastiques et fermetures auto-agrippantes	
GEM-HT	Septembre 2015	Articles confectionnés – spécifications techniques relatives aux fermetures à glissière et aux accessoires	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique relative aux fils à coudre	
NTIH n° SCA-0000-0003	Janvier 2014	Notice technique interarmées habillement : Etiquettes fixes de marquage	Joints au DCE
NTIH SCA 0000-0002 V8	Juillet 2021	Notice technique interarmées habillement : « Conditionnement – emballage – palettisation et modalités de mise à disposition des articles lors des réceptions »	
NTIH SCA-8415 0054 –V3	Juillet 2024	Veste en tissu lamine imper-respirant	
NTIH SCA-8415 0100 V3	Mai 2025	Veste coupe-vent polaire	
Patronage en taille AO, référence LECTRA	en .DXF en .RUL	Veste en tissu laminé imper-respirant : A20OA Veste coupe-vent polaire : A20NA	